



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché public de fourniture et prestation de service

Objet :

Maintenance d'un parc d'instruments de pesage

Pouvoir Adjudicateur

INRAE, Centre Nouvelle Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

33140 VILLENAVE D'ORNON

N° SIRET: 180070039 01274

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'ORGANISATION INRAE.....	4
2.	OBJET.....	4
3.	TYPE DE PROCEDURE.....	5
4.	FORME DU MARCHÉ.....	5
5.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	5
6.	VARIANTE	6
7.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	6
8.	DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION.....	6
8.1.	Durée du marché	6
8.2.	Délais d'exécution.....	6
8.3.	Prolongation des délais d'exécution.....	6
9.	MARCHÉ ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES	7
10.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
10.1.	Interlocuteur dédié	7
10.2.	Agrément	7
10.3.	Législation du travail.....	7
10.4.	Hygiène et sécurité	7
10.5.	Prévention des nuisances – Sanctions d'ordre général	7
11.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
11.1.	Réunion de démarrage des prestations.....	8
11.2.	Obligation de moyen et de résultat	8
11.3.	Obligation de conseil	8
11.4.	Obligation de confidentialité	8
12.	ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	8
13.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
14.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS	9
14.1.	Prix du marché	9
14.2.	Modalités de paiement	9
14.3.	Révision des prix.....	10
14.4.	Clause de sauvegarde	10
15.	AVANCE.....	10
16.	PENALITES	10
17.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	11
18.	ASSURANCE.....	11
19.	MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN.....	11

20.	RESILIATION	11
20.1.	Résiliation pour événements extérieurs au marché	11
20.2.	Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur.....	11
20.3.	Résiliation pour mauvaise exécution	11
20.4.	Résiliation pour motif d'intérêt général	12
21.	LITIGES.....	12
22.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	12
23.	ANNEXE : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
23.1.	EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS.....	13
23.1.1.	Conformité au RGI.....	13
23.1.2.	Conformité au RGAA	13
23.1.3.	Conformité au RGS.....	13
23.1.4.	Conformité à la PSSIE.....	13
23.1.5.	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD	14
23.2.	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	14
23.2.1.	Obligation de sécurisation des données.....	14
23.2.2.	Sécurisation des prestations et du Système d'Information	15
23.2.3.	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle	15

1. PRESENTATION DE L'ORGANISATION INRAE

Le centre INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux est représenté par un président de centre (PC) et est constitué de différentes unités.

Les unités sont dirigées par des directeurs d'unités (DU).

Le nom du directeur d'unité devra être mentionné comme signataire du rapport de chaque équipement dont il est propriétaire.

Une même unité peut être présente sur plusieurs sites.

Les coordonnées des agents chargés du suivi des équipements sont transmises dans les listes des balances.

2. OBJET

La procédure porte sur les prestations désignées ci-après :

Maintenance du parc d'instruments de pesage instruments de pesage à fonctionnement non automatique (IPFNA) qui sera listé par unité ou entité du centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Ce parc est réparti sur plusieurs sites en Nouvelle Aquitaine : Villenave d'Ornon LGF (33), Villenave d'Ornon ISVV (33), Cestas Pierroton (33), Cestas Gazinet (33), Bordeaux (33), Pessac (33), Toulence (33), Saint Seurin sur l'isle (33), Saint Martin de Hinx (40) Benquet (40), Bourran (47).

Le détail des balances se trouve au CCTP.

Lieu d'exécution des prestations :

Ce parc est réparti sur plusieurs sites en Aquitaine :

Site	Département	Adresse
La Grande Ferrade	33	71 avenue Edouard Bourlaux, 33140 Villenave d'Ornon
ISVV	33	210 Chem. de Leysotte, 33140 Villenave-d'Ornon
Pierroton	33	69 route d'Arcachon, 33610 Cestas
Cestas Gazinet	33	50 avenue de Verdun, 33612 Cestas Cedex
Saint-Seurin-sur-l'Isle	33	33 Rue Alfred de Vigny, 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle
Laboratoire Nutrineuro	33	146 rue Léo Saignant, 33076 Bordeaux Cedex
Unité Biogeco-site de Pessac	33	Université de bordeaux – Bâtiment B2, Allée Groffroy St-Hilaire, 33615 Pessac
Unité expérimentale d'arboriculture	33	Domaine des Jarres, 1 Port de l'île, 33210 Toulence

Unité expérimentale d'arboriculture	47	Domaine de la tour de Rance, 161 Chemin de la Tour de Rance, 47320 Bourran
Unité expérimentale du maïs	40	2297 route de l'INRA, 40390 Saint Martin de Hinx
Unité expérimentale des palmipèdes	40	1076 route Haut Mauco, 40280 Benquet

3. TYPE DE PROCEDURE

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique et des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

Le marché ne fera l'objet d'une signature par le candidat ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

4. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à bons de commande selon les articles R2162-2, du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. En application des articles R 2162-13 et R 2162-14 du CCP, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues ci-dessous.

Les bons de commande sont établis conformément aux prix indiqués au BPU annexe de l'acte d'engagement.

En application de l'Article R2162-4, l'accord-cadre est conclu avec un maximum en montant de 15 000€HT annuel soit 60 000€HT sur 4 ans, correspondant à la durée totale du marché toutes reconductions comprises.

Chaque bon de commande INRAE comporte les renseignements suivants :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre (numéro du « marché ») ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;
- La description des prestations à réaliser par référence au BPU, y compris les quantités ;
- Les montants HT, TTC et TVA.

5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

6. VARIANTE

Les variantes ne sont pas admises.

7. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le présent CCAP,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP,
- Annexe 1_CCTP_CRT (Cadre de Réponse Technique) *(à compléter par le candidat)*,
- Annexe 2_CCTP_balances par unité et fréquences
- L'offre technique du titulaire,
- Les bons de commande,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-FCS), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

8. DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION

8.1. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la notification du marché, sauf ordre de service contraire, pour une durée d'un (1) an. Il peut être reconduit de manière tacite trois (3) fois par période successive d'un (1) an sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction tacite.

Avant chaque date anniversaire du marché, INRAE se réserve le droit de reconduire ou non le marché sous préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre, en aucun cas, au profit du titulaire, un droit à une compensation financière. Le titulaire est en outre tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

8.2. Délais d'exécution

Les dates d'échéance des prestations sont indiquées dans l'annexe 2 du CCTP.

8.3. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

9. MARCHE ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve le droit de confier au titulaire du marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, la réalisation de prestations similaires au présent marché.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Interlocuteur dédié

Le titulaire communique à INRAE, dès la notification du présent marché, le nom de l'interlocuteur qu'il désigne en tant que responsable pour l'exécution du présent marché. En cas d'absence de ce dernier (conгés, maladie, etc.), le titulaire informera INRAE des coordonnées de son remplaçant.

En tant que responsable, cet interlocuteur assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations, objet du marché. Il s'assurera du contrôle interne de la qualité de la réalisation de celles-ci.

10.2. Agrément

Le Titulaire devra faire état de tous les agréments ministériels nécessaires au bon déroulement des contrôles prévus au marché et également être accrédité par la COFRAC ou équivalent pour les étalonnages sur site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux obligations de qualification, agrément, habilitation correspondant à ses missions et à son environnement de travail.

Le prestataire fournira les documents relatifs à ses certifications, accréditations ou agréments en fonction des prestations cités au CCTP.

Le prestataire retenu s'engage à signaler à INRAE tout changement de situation vis-à-vis des autorisations ou agréments qui lui ont été délivrés.

10.3. Législation du travail

Le titulaire s'engage à appliquer l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de droit du travail, de législation sanitaire et sociale y compris les droits syndicaux.

Le Titulaire est responsable de ses agents en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution de ses prestations.

10.4. Hygiène et sécurité

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous-traitants éventuels ont accès aux locaux d'INRAE sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle. Au sein d'INRAE, le port du badge ou tenue avec logo du Titulaire est obligatoire.

Le Titulaire mettra en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les équipements de manutention et les équipements de travail (EPI).

Conformément à la réglementation en vigueur, à la signature du marché, le prestataire prendra contact avec le service prévention pour établir le plan de prévention afin de définir les risques et de mettre en place les moyens de protection individuels et collectifs.

10.5. Prévention des nuisances – Sanctions d'ordre général

Les prestations sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou aux activités de l'établissement qui fonctionne en continu. De ce fait, le Titulaire doit s'informer avant toute intervention de toutes les dispositions à

prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précisions dans le CCTP, ces renseignements lui sont fournis au cours de l'exécution du marché, par les référents du site.

11. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Réunion de démarrage des prestations

Afin de faciliter la mise en place du marché, dans le mois suivant la notification du marché, le titulaire prendra contact avec INRAE afin d'organiser une réunion de démarrage des prestations. Elle aura pour but de fixer les modalités pratiques d'exécution, en conformité avec les dispositions du présent CCAP et du CCTP, notamment de valider les interlocuteurs INRAE / titulaire.

11.2. Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat.

Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites au présent CCAP et au CCTP.

Le titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

11.3. Obligation de conseil

Le titulaire a, pour l'ensemble des prestations, un devoir de service, et de conseil (ou d'alerte) pour prévenir des problèmes d'exécution des missions.

11.4. Obligation de confidentialité

Le titulaire, ses salariés ainsi que ses éventuels cotraitants, filiales, mandataires, fournisseurs et sous-traitants s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le présent marché. Ils sont tenus au secret professionnel et à une obligation de discrétion au sujet des activités d'INRAE dont ils auraient connaissance de par l'exercice de leur travail.

Au-delà du Code de la Commande Publique, le titulaire garantit à INRAE qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété de INRAE et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché.

Le non-respect de ces dispositions, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, est considéré comme une faute de nature à conduire INRAE à résilier son marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par INRAE.

12. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant d'INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par INRAE.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

14. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

14.1. Prix du marché

Le présent accord-cadre à bon de commande, est traité à prix unitaires.

Les prix unitaires figurent au Bordereau de Prix Unitaire (BPU), (liste des balances) et sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix sont établis, hors taxes, pour les prestations définies au CCTP. Ils sont en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

Ces prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations, la formation à l'utilisation des prestations. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

14.2. Modalités de paiement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire (**joindre un RIB**).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

14.3. Révision des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de « limite de remise des offres ».

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché, soit pendant 12 mois à compter de sa date de notification.

Ils sont révisibles annuellement, pour chaque période de reconduction, par ajustement au tarif public ou barème du titulaire.

Le titulaire devra proposer, un nouveau bordereau de prix, 3 mois avant la date anniversaire du marché, **il se servira obligatoirement du BPU sur lequel il avait initialement porté son offre de prix**. Ce nouveau bordereau des prix devra mentionner les prix d'origine, puis pour chaque révision une colonne devra être rajoutée mentionnant la période de validité des nouveaux prix et la proposition de prix unitaires révisée.

Pour chaque demande de révision de prix, le Pouvoir adjudicateur transmet par mail son accord ou son refus. Le silence du Pouvoir adjudicateur pendant un délai d'un mois vaut acceptation de la demande de révision.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la reconduction qui suit la demande de révision. Les prix ainsi révisés s'appliquent dès lors sans modification pendant toute la période de renouvellement.

En cas de révision de prix accepté par INRAE, le titulaire devra joindre systématiquement à la facture dans ChorusPro le tarif public ou barème et le BPU révisé.

14.4. Clause de sauvegarde

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3% l'an.

15. AVANCE

Aucune avance ne sera versée pour cet accord-cadre.

16. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt une pénalité de 80€ sans mise en demeure préalable, pour les cas suivants, par jour ouvrable de retard constaté. :

- Retard d'exécution des prestations d'étalonnage et de contrôle réglementaire ;
- Non-respect du délai d'intervention planifié dans le planning d'exécution des prestations annuelles co-élaboré entre le titulaire et INRAE ;

- Retard de transmission des rapports à compter de la date d'achèvement de la vérification ou de l'étalonnage, au-delà des 30 jours qui suivent les opérations de vérification décrites dans le CCTP.

17. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Voir CCTP.

18. ASSURANCE

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

19. MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Cela s'applique également en cas de situation imprévisible rendant impossible l'exécution du marché aux conditions initiales, (article 25 du CCAG-FCS).

La clause de modification du contrat sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur, par avenant.

Ajout ou suppression de matériel et/ou d'installation : en cours de marché, le nombre d'appareils à entretenir pourra être modifié en ajout ou suppression, pour les motifs suivants :

- suppression d'un matériel ;
- installation d'un nouveau matériel ou modification d'un matériel.

20. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS définies au chapitre 7 sont applicables.

20.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

20.2. Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 38 du CCAG-FCS).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

20.3. Résiliation pour mauvaise exécution

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants définis à l'article 41 du CCAG-PFCS;

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

20.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire du marché, quelle que soit la cause de la résiliation du présent marché.

21. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

05.56.99.38.00

greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

URL : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 16 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

L'article 20.4 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS

L'article 20.4 du présent CCP déroge à l'article 40 du CCAG-FCS

Établi à Villenave d'Ornon le 21 Mai 2025

23. ANNEXE : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

23.1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le présent CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

23.1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

23.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

23.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

23.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

23.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees.>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE un contrat de sous-traitance RGPD

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

23.2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

23.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,

- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

23.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter à minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

23.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution

du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.